

monde civilisé, manifestent dans leur position particulière, sinon une véritable satisfaction, au moins une singulière effronterie. Elles ne cherchent pas à cacher leur jeu ; mais avec le drapeau noir de la répudiation ouvertement déployé à leur tête, leurs citoyens organisés en partis politiques marchent à la victoire ; et quand l'entreprise de tuer les coupons et autres garanties des dettes publiques, est achevée avec succès, les chefs du mouvement ne se vantent pas peu du grand bien qu'ils ont fait à leur peuple, aux dépens des créanciers du dehors. Et ces communes banqueroutières, et les guides du sentiment public, chez elles, sont-ils soumis à cette réprobation et à ce mépris si écrasant et si général que Webster avait prêté ? Une réponse à cette question nous est fournie par une scène qui s'est produite il n'y a pas longtemps, dans le Sénat des Etats-Unis, où on a vu une majorité considérable des sénateurs des Etats non-banqueroutiers s'efforcer longtemps et fort pour placer dans une position publique responsable, avec un salaire sur le trésor national, un homme dont le seul droit à une distinction ou à une considération quelconque, était d'avoir été l'auteur réputé de la mesure la plus ingénieuse de toutes celles adoptées jusque-là par ces républiques en faillite pour assurer la répudiation. Une autre réponse se trouve dans le fait que le président des Etats-Unis, représentant officiellement le peuple de tout le pays, a notoirement coopéré avec le plus hardi des chefs de la répudiation, mettant libéralement à sa disposition le patronage du gouvernement général, dans la lutte qu'il soutenait, dans l'Etat auquel il appartient, contre des citoyens professant la vieille doctrine que les dettes publiques comme les dettes privées, doivent être payées. Bien plus, l'écrivain de ces lignes ne sache pas que le président et les sénateurs en question aient, à ce sujet, reçu la condamnation générale de leurs concitoyens. Il ne se rappelle pas une seule assemblée publique d'une nature quelconque qui ait exprimé sa désapprobation de leurs actes sous forme de résolution régulièrement adoptée et publiée au grand jour. Il y a eu force critique, et la politique suivie par nos officiers les plus élevés en dignité, a été librement discutée et caractérisée, selon les intérêts de partis, comme un *clever "deal"* (un habile truc), pour attraper un élément aussi mercenaire et aussi incertain en politique qu'il l'a été en finance ; mais combien parmi nous ont parlé grave-

ment et honnêtement pour la condamner, en la considérant sous l'aspect beaucoup plus sérieux qu'elle présente, en ce qu'elle rend le peuple et le gouvernement des Etats-Unis solidaires du crime et de la disgrâce de la Virginie ?

D'après les données qu'on peut obtenir des sources officielles, il n'est pas facile de déterminer exactement les dettes de quelques-uns des Etats en défaut ; mais le tableau suivant, montrant les totaux des obligations deshonorées émises par eux, auxquels sont ajoutés les intérêts accumulés (intérêts qui s'élevaient quelquefois à sept ou huit pour cent) est en substance correct :

Alabama.....	\$38,812,000
Arkansas.....	20,807,000
Floride.....	5,280,000
Georgie.....	13,580,000
Louisiane.....	32,115,000
Minnesota.....	5,960,000
Mississippi.....	22,600,000
Caroline du Nord.....	48,350,000
Caroline du Sud.....	19,500,000
Tennessee.....	29,850,000
Virginie.....	} 72,220,000
Virginie, Ouest.....	
	<hr/>
	309,074,000

Un bon nombre des dettes ci-dessus ont été ajustées par des procédés que les débiteurs ont appelés compromis, et de nouvelles obligations de valeur réduite ont été acceptées à la place des anciennes. On doit donner crédit pour ces nouvelles émissions, en autant qu'elles ont été soutenues par le paiement de l'intérêt, ce qui, malheureusement n'a pas toujours eu lieu. Mais ces sortes de compromis ayant été, dans tous les cas, compulsoires et acceptés par les créanciers comme pis-aller, croyant qu'ils avaient à choisir entre quelque chose et rien du tout, c'est une folie de prétendre, comme font les Etats débiteurs, que le reste de la dette a été légalement ou moralement éteinte. L'Alabama, de cette manière a émis \$7,000,000 d'obligations : la Caroline du Sud, entre \$4,000,000 et \$5,000,000 ; la Caroline du Nord, \$3,500,000 et le Minnesota \$2,500,000. La Virginie, le Tennessee et la Louisiane ont émis de nouvelles obligations pour de bien gros montants, par un procédé de diminution qu'ils ont appelé "consolidation ou refonte de la dette," mais ils ont traité les nouvelles émissions précisément comme les anciennes.

Ayant fait toutes les déductions convenables en faveur de ces nouvelles obliga-